

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

## **Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1948**

216/217 (9.11.1948) (9./12.11.1948)



# JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE  
**GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION**

*Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland*

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires  
 Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,  
 Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen  
 Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,  
 Amtliche Bekanntmachungen

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information,  
*Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.*

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, 65 Lichtentaler Straße, Baden-Baden

Abonnements : Un an, 40 Marks  
 Annonces légales : 90 pfg la ligne

Abonnement : Ein Jahr : 40 Mk.  
 Amtliche Bekanntmachungen die Zeile 90 Pfg.

**Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue**

**Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen**

**SOMMAIRE**

Pages

Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandement  
 en Chef Français en Allemagne.

Ordonnance No 186 en date du 23 Octobre 1948 portant modification de l'Ordonnance No 120 relative à la restitution des biens ayant fait l'objet d'actes de spoliation, modifiée par l'Ordonnance No 156 du 10 Juin 1948 . . . . .	1771
Décision No 103 du Commandant en Chef en date du 30 Octobre 1948 portant nomination du Directeur de l'Office de la navigation du Rhin Moyen . . . . .	1773
Décision No 104 du Commandant en Chef en date du 30 Octobre 1948 portant nomination du Directeur de l'Office de la navigation du Rhin Moyen . . . . .	1773
Décision A 2 en date du 28 Octobre 1948 relative à la répartition et à l'utilisation des métaux non ferreux et ferro-alliages . . . . .	1774
Ordonnance No 177, Rectificatif . . . . .	1777
Nos publications . . . . .	1777
Nos dépôts . . . . .	1778
Annonces Légales . . . . .	579

**I N H A L T**

Seite

Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des Commandement  
 en Chef Français en Allemagne.

VERORDNUNG Nr. 186 vom 23. Oktober 1948 über Abänderung der Verordnung Nr. 120 betreffend die Rückerstattung geraubter Vermögenswerte, abgeändert durch die Verordnung Nr. 156 vom 10. Juni 1948 . . . . .	1771
ANORDNUNG Nr. 103 des Commandant en Chef vom 30. Oktober 1948 betreffend die Ernennung des Direktors des Schiffsamtes für den Mittelrhein . . . . .	1773
ANORDNUNG Nr. 104 des Commandant en Chef vom 30. Oktober 1948 über die Ernennung des Direktors des Schiffsamtes für den Mittelrhein . . . . .	1773
ANORDNUNG A 2 vom 28. Oktober 1948 über die Zuteilung und Verwendung der NE.-Metalle und Eisen-Legierungen . . . . .	1774
VERORDNUNG Nr. 177, Berichtigung . . . . .	1777
UNSERE VERÖFFENTLICHUNGEN . . . . .	1777
UNSERE VERKAUFSSTELLEN . . . . .	1778
AMTLICHE BEKANNTMACHUNGEN . . . . .	579

**ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF**

**ORDONNANCE No 186**

portant modification de l'Ordonnance No 120 relative à la restitution des biens ayant fait l'objet d'actes de spoliation, modifiée par l'Ordonnance No 156 du 10 Juin 1948

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,  
 Vu le Décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne modifié par celui du 18 Octobre 1945, Vu l'Ordonnance No 1 du 28 Juillet 1945 maintenant en vigueur les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié  
 Vu la loi No 1 du Commandement Suprême Interallié portant abrogation des lois nazies,

**VERORDNUNGEN**

**VERORDNUNG Nr. 186**

über Abänderung der Verordnung Nr. 120 betreffend die Rückerstattung geraubter Vermögenswerte, abgeändert durch die Verordnung Nr. 156 vom 10. Juni 1948.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Schaffung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945, die Verordnung Nr. 1 vom 28. Juli 1945 über die Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême Interallié oder unter seiner Befehlsgewalt erlassenen Verordnungen und Bestimmungen, das Gesetz Nr. 1 des Commandement Suprême Interallié über Aufhebung des Nationalsozialistischen Rechts,



Vu la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié relative au blocage et au contrôle des biens, modifiée par l'Ordonnance No 81 du 3 Mars 1947,

Vu l'Ordonnance No 120 du 10 Novembre 1947 relative à la restitution des biens ayant fait l'objet d'actes de spoliation,

Vu l'Ordonnance No 133 du 17 Novembre 1947 relative à la dénazification,

Vu l'Ordonnance No 156 en date du 10 Juin 1948 modifiant et complétant l'ordonnance No 120 relative à la restitution des biens ayant fait l'objet d'actes de spoliation.

Le Comité Juridique entendu,

#### ORDONNE :

ART. 1er. — Les §§ 1 et 2 de l'article 6 de l'Ordonnance No 120 en date du 10 Novembre 1947 sont modifiés de la façon suivante :

„ART. 6. — Les actes d'administration conformes aux dispositions des articles 677 et suivants du B.G.B. sur la gestion d'affaires demeurent valables. En conséquence, les droits et devoirs respectifs du gérant d'affaires et du propriétaire, et, éventuellement, les droits des tiers sont déterminés conformément aux dispositions du B.G.B.

Il est tenu compte pour l'application des dispositions de l'article 687 § 1er du B.G.B. de la bonne ou mauvaise foi des acquéreurs successifs. Sont considérés comme de bonne foi, les acquéreurs qui ne pouvaient avoir connaissance du caractère de spoliation de l'acte initial ou qui établiront qu'ils ont agi dans un but favorable aux intérêts du propriétaire.

ART. 2. — L'article 7 de l'Ordonnance No 120 en date du 10 Novembre 1947 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ART. 7. — Le propriétaire remis en possession de son bien et qui aura reçu paiement du prix sera tenu de le rembourser au premier acquéreur.

Le premier acquéreur aura droit de même, à condition qu'il établisse sa bonne foi, à demander paiement d'une somme correspondant au prix qu'il justifiera avoir versé au propriétaire remis en possession, même au cas où celui-ci n'en aurait pas reçu le montant.

En aucun cas un acquéreur ne pourra invoquer le droit de rétention. La Chambre des Restitutions instituée par l'Article 12 ci-après, pourra le cas échéant, accorder des délais au propriétaire remis en possession pour le remboursement des sommes dont il sera tenu.

ART. 3. — L'article 9 de l'Ordonnance No 120 en date du 10 Novembre 1947 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

„ART. 9. — Par dérogation aux règles du droit commun et pour les droits créés par la présente ordonnance :

Sous réserve des dispositions testamentaires la successibilité est limitée aux héritiers des 1er, et 2e ordres sans restriction, ainsi qu'aux héritiers du 3ème ordre jusqu'aux descendants du 2ème degré de l'auteur commun inclus (Cousins germains). Il n'est pas dérogé aux droits reconnus par le B.G.B. au conjoint survivant.

Les biens, droits ou intérêts dont les légitimes propriétaires auront disparu sans laisser d'héritiers seront affectés au fonds défini à l'article 6 ci-dessus et utilisés dans les mêmes conditions.

ART. 4. — L'article 13 de l'Ordonnance No 120 en date du 10 Novembre 1947 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ART. 13. — Les demandes doivent être déposées avant le 15 Mai 1949. Elles sont présentées en matière immobilière devant la Chambre des Restitutions instituée auprès du Tribunal dans le ressort duquel est situé le bien litigieux et en matière mobilière soit devant celle du Tribunal compétent par application des articles 12 et suivants de la Z.P.O. (Zivil-Prozess-Ordnung) soit devant celle du Tribunal dans le ressort duquel se trouvent les biens droits et intérêts faisant l'objet de la demande.

ART. 5. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 23 Octobre 1948

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG.

das Gesetz Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié über die Sperre und Beaufsichtigung von Vermögen, abgeändert durch die Verordnung Nr. 81 vom 3. März 1947,

die Verordnung Nr. 120 vom 10. November 1947 über die Rückerstattung geraubter Vermögensobjekte,

die Verordnung Nr. 133 vom 17. November 1947 über die Entnazifizierung,

die Verordnung Nr. 156 vom 10. Juni 1948 über Abänderung und Vervollständigung der Verordnung Nr. 120 über die Rückerstattung geraubter Vermögensobjekte,

nach Anhörung des Comité Juridique folgende

#### VERORDNUNG :

Artikel 1. Artikel 6, Absatz 1 der Verordnung Nr. 120 vom 10. November 1947 wird wie folgt geändert :

„Artikel 6. Die Geschäftsbesorgungsakte, die den Bestimmungen der §§ 677 ff. BGB. über die Geschäftsführung ohne Auftrag entsprechen, bleiben gültig. Infolgedessen bestimmen sich die Rechte und Pflichten des Geschäftsführers und des Eigentümers und gegebenenfalls die Rechte Dritter nach den Vorschriften des BGB.

Bei der Anwendung der Bestimmungen des § 687, Absatz 1 BGB. wird dem guten oder bösen Glauben der aufeinanderfolgenden Erwerber Rechnung getragen. Als gutgläubig sind die Erwerber anzusehen, die vom Bereibungscharakter der anfänglichen Verfügung keine Kenntnis haben konnten oder die nachweisen können, daß sie in einer den Interessen des Eigentümers günstigen Absicht gehandelt haben.

Artikel 2. Artikel 7 der Verordnung Nr. 120 vom 10. November 1947 wird aufgehoben und durch folgende Bestimmungen ersetzt :

„Artikel 7. Der wieder in den Besitz seines Vermögens eingesetzte Eigentümer, dem seinerzeit der Preis bezahlt wurde, ist verpflichtet, ihn dem Erwerber zurückzuzahlen.

Der erste Erwerber ist auch berechtigt, vorausgesetzt, daß er seinen guten Glauben nachweist, von dem wieder in den Besitz eingesetzten Eigentümer die Bezahlung einer dem von ihm nachweislich gezahlten Preis entsprechenden Summe zu verlangen, selbst wenn der Eigentümer den Kaufpreis nicht erhalten hat.

In keinem Fall kann ein Erwerber das Zurückbehaltungsrecht geltend machen. Die durch nachstehenden Artikel 12 errichtete Restitutionskammer kann gegebenenfalls dem wieder in den Besitz eingesetzten Eigentümer eine Frist für die Rückerstattung der von ihm zu zahlenden Beträge gewähren.

Artikel 3. Artikel 9 der Verordnung Nr. 120 vom 10. November 1947 wird aufgehoben und durch folgende Bestimmungen ersetzt :

„Artikel 9. In Abweichung zu den Bestimmungen des geltenden Rechts und für die durch diese Verordnung geschaffenen Ansprüche :

Vorbehaltlich testamentarischer Verfügungen wird die Erbfolgefähigkeit ohne Einschränkung auf die Erben 1. und 2. Grades, sowie auf die Erben 3. Grades bis zu den Nachkommen 2. Grades des gemeinsamen Erzeugers einschließlich (leiblichen Vettern) begrenzt. Die durch das Bürgerliche Gesetzbuch dem überlebenden Ehegatten zuerkannten Rechte bleiben unberührt.

Güter, Rechte oder Interessen, deren rechtmäßige Eigentümer vermißt sind, ohne Arbeit hinterlassen zu haben, werden dem oben in Artikel 6 bestimmten Fonds zugeführt und unter denselben Bedingungen nutzbar gemacht.

Artikel 4. Artikel 13 der Verordnung Nr. 120 vom 10. November 1947 wird aufgehoben und durch folgende Bestimmungen ersetzt :

„Artikel 13. Die Klagen müssen vor dem 15. Mai 1949 erhoben werden. Sofern es sich um unbewegliche Sachen handelt, sind sie bei der Restitutionskammer des Gerichts einzureichen, in dessen Bezirk die strittige Sache belegen ist. Handelt es sich um bewegliche Sachen, so sind die Klagen entweder bei dem nach § 12 ff. Z. P. O. zuständigen Gericht oder bei dem Gericht zu erheben, in dessen Bezirk sich der Gegenstand der Klage bildenden Vermögenswerte, Rechte oder Interessen befinden.

Artikel 5. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und als Gesetz im französischen Besetzungsgebiet auszuführen.

BADEN-BADEN, den 23. Oktober 1948.

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG.



**DÉCISIONS (Anordnungen)****DÉCISION No 103**

du Commandant en Chef Français en Allemagne portant nomination du Directeur de l'Office de la navigation du Rhin Moyen.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,  
— Vu le décret du Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

— Vu l'Arrêté du 4 Avril 1948 du Secrétariat d'État aux Affaires Allemandes et Autrichiennes portant organisation, attributions et effectifs des Services Français de Gouvernement, d'Administration et de Contrôle en Allemagne,

— Vu la décision No 419 du Commandement en Chef en date du 12 Avril 1948 portant création d'un Secrétariat Général et de Conseillers du Commandement en Chef,

— Vu l'Ordonnance No 145 créant un Office de la Navigation du Rhin Moyen,

— Vu la décision No 46 en date du 20 Janvier 1948 du Général Commandant en Chef Français en Allemagne portant nomination de l'Administrateur provisoire de l'Office de la Navigation du Rhin Moyen,

**DÉCIDE :**

ART. 1er. — Les fonctions dévolues au Directeur de l'Office de la Navigation du Rhin Moyen par la décision No 84 du Général Commandant en Chef Français en Allemagne nommant un Administrateur séquestre seront exercées à titre provisoire par Monsieur NOEL MAYER, Commissaire du Gouvernement Militaire, auprès de l'Office de la Navigation du Rhin Moyen.

ART. 2. — Les autorités compétentes du Commandement en Chef Français en Allemagne sont chargées de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 30 Octobre 1948.

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne,  
P. KOENIG.

**DÉCISION No 104**

du Commandant en chef Français en Allemagne portant nomination du Directeur de l'Office de la Navigation du Rhin moyen.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

— Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

— Vu l'Arrêté du 4 Avril 1948 du Secrétariat d'État aux Affaires Allemandes et Autrichiennes portant organisation, attributions et effectifs des Services Français du Gouvernement d'Administration et de Contrôle en Allemagne,

— Vu la décision No 419 du Commandant en chef en date du 12 Avril 1948 portant création d'un Secrétariat Général et de Conseillers du Commandant en Chef,

— Vu l'Ordonnance No 145 créant un Office de Navigation du Rhin Moyen,

— Vu la décision No 46 en date du 20 Janvier 1948 du Général Commandant en Chef Français en Allemagne portant nomination de l'Administrateur provisoire de l'Office de la Navigation du Rhin Moyen,

— Vu la décision No 56 du Commandant en Chef Français en Allemagne portant établissement des statuts provisoires de l'Office de la Navigation du Rhin Moyen,

**ANORDNUNG Nr. 103**

des Commandant en Chef Français en Allemagne  
betreffend die Ernennung des Direktors des Schiffahrtsamtes  
für den Mittelrhein.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf

das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Schaffung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

die Verfügung vom 4. April 1948 des Secrétaire d'État aux Affaires Allemandes et Autrichiennes über die Organisation, die Befugnisse und Bestände der französischen Dienststellen der Regierung, der Verwaltung und Kontrolle in Deutschland,

die Anordnung Nr. 419 des Commandant en Chef vom 12. April 1948 über die Schaffung eines Secrétariat Général et de Conseillers des Commandant en Chef,

die Verordnung Nr. 145 über die Errichtung eines Schiffahrtsamtes für den Mittelrhein,

die Anordnung Nr. 46 vom 20. Januar 1948 des Général Commandant en Chef Français en Allemagne über die Ernennung eines vorläufigen Verwalters für das Schiffahrtsamt für den Mittelrhein,

die Anordnung Nr. 56 des Commandant en Chef Français en Allemagne über die Errichtung vorläufiger Satzungen für das Schiffahrtsamt für den Mittelrhein,

folgende

**ANORDNUNG :**

Artikel 1. Die dem Direktor des Schiffahrtsamtes für den Mittelrhein durch Anordnung Nr. 84 des Général Commandant en Chef Français en Allemagne über die Ernennung eines Zwangsverwalters zufallenden Aufgaben werden vorläufig durch Herrn Noel Mayer, Kommissar der Militärregierung, beim Schiffahrtsamt für den Mittelrhein ausgeübt.

Artikel 2. Die zuständigen Behörden des französischen Oberkommandos in Deutschland werden mit der Durchführung dieser Anordnung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 30. Oktober 1948.

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG.

**ANORDNUNG Nr. 104**

des Commandant en Chef Français en Allemagne  
über die Ernennung des Direktors des Schiffahrtsamtes  
für den Mittelrhein.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf

das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Schaffung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

die Verfügung vom 4. April 1948 des Secrétaire d'État aux Affaires Allemandes et Autrichiennes über die Organisation, die Befugnisse und Bestände der französischen Dienststellen der Regierung, der Verwaltung und Kontrolle in Deutschland,

die Anordnung Nr. 419 des Commandant en Chef vom 12. April 1948 über die Schaffung eines Secrétariat Général et de Conseillers des Commandant en Chef,

die Verordnung Nr. 145 über die Errichtung eines Schiffahrtsamtes für den Mittelrhein,

die Anordnung Nr. 46 vom 20. Januar 1948 des Général Commandant en Chef Français en Allemagne über die Ernennung eines vorläufigen Verwalters für das Schiffahrtsamt für den Mittelrhein,

die Anordnung Nr. 56 des Commandant en Chef Français en Allemagne über die Errichtung vorläufiger Satzungen für das Schiffahrtsamt für den Mittelrhein,



Sur proposition de l'Administrateur provisoire de l'Office de la Navigation du Rhin Moyen,

## DÉCIDE :

ART. 1er. — Le Docteur OTTO EICHENLAUB est nommé Directeur de l'office de la Navigation du Rhin Moyen à dater du 1er Novembre 1948. Les fonctions de l'Administrateur provisoire prennent fin à la même date.

ART. 2. — Les autorités compétentes du Commandement en Chef Français en Allemagne sont chargées de l'exécution de la présente Décision qui sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 30 Octobre 1948

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne,  
P. KOENIG.

auf Vorschlag des vorläufigen Verwalters des Schiffsamtes für den Mittelrhein,  
folgende

## ANORDNUNG :

Artikel 1. Dr. Otto Eichenlaub wird ab 1. November 1948 zum Direktor des Schiffsamtes für den Mittelrhein ernannt. Die Aufgaben des vorläufigen Verwalters finden zu diesem Zeitpunkt ihr Ende.

Artikel 2. Die zuständigen Behörden des französischen Oberkommandos in Deutschland werden mit der Durchführung dieser Anordnung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 30. Oktober 1948.

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG.

## DÉCISION A 2

relative à la répartition et à l'utilisation des métaux non ferreux et ferro - alliages.

Le Chef de la Division Production Industrielle,  
Vu l'Ordonnance No 5 du Général Commandant en Chef Français en Allemagne en date du 4 Septembre 1945, concernant le contrôle de l'Économie Allemande à l'intérieur de la Zone Française d'Occupation,

Vu l'Arrêté No 57 du Commandant en Chef Français en Allemagne en date du 14. 4. 48, relatif aux transports des produits industriels et au contrôle de leur répartition,

Vu l'Arrêté No 67 de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation en date du 29 Mai 1946, concernant la répartition des produits industriels, modifié par l'Arrêté No 86 en date du 21 Août 1946,

Vu la Décision Générale No 1 relative à la fabrication et à la répartition des produits industriels en date du 23 Juin 1947, modifiée par la Décision Générale No 4 en date du 13 Juillet 1948,

Vu la Décision Générale No 2, relative au contrôle de la répartition des produits industriels et à l'utilisation des titres de répartition en date du 25 Novembre 1947, complétée par la Décision Générale No 3 en date du 2 Mars 1948,

Vu la Décision H 10 réglementant la répartition des déchets et vieilles matières relevant de la compétence de la Branche Récupération de la Sous-Direction du Bois et des Industries Diverses, en date du 25 Mars 1948,

## DÉCIDE :

ART. 1. — Les métaux Non-Ferreux et Ferro-Alliages sous forme de métal brut, demi-produits, déchets et vieilles matières, dont la liste figure en annexe à la présente décision, sont contingentés au titre du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation conformément aux dispositions de l'article I de la Décision Générale No 1 susvisée.

ART. 2 — Tout détenteur d'un stock des produits visés à l'Article I ci-dessus doit en faire la déclaration aux Services Allemands compétents du Land considéré, dans les conditions précisées par les instructions de la Sous-Direction des Industries Lourdes (Section Métaux Non Ferreux).

Ne sont soumises à l'obligation de déclaration que les quantités supérieures aux minima, indiquées en regard de chaque produit dans la liste figurant en annexe à la présente décision.

ART. 3. — Les produits visés à l'Article I ci-dessus sont répartis entre les parties prenantes désignées et leur sont attribuées dans la limite des droits qui leur sont reconnus par des Décisions de répartition.

ART. 4. — Ne sont pas soumis aux dispositions de la Décision Générale No 1 : l'achat, la vente, le transfert des déchets de fabrication et vieux métaux.

ART. 5. — Il est interdit, sauf décision spéciale de la Division de la Production Industrielle, lors d'une transaction portant sur des produits finis, de réclamer une contre-partie en métal brut, demi-produit, déchets ou vieilles matières.

La contre-partie en métaux précieux (platine, or, argent et leurs alliages) est par contre, exigible, sauf dérogation spéciale, pour toute transaction portant sur des produits finis contenant des métaux précieux (platine, or, argent et leurs alliages).

## ANORDNUNG A 2

über die Zuteilung und Verwendung der NE-Metalle und Eisenlegierungen.

Der Chef de la Division Production Industrielle erläßt unter Bezugnahme auf

die Verordnung Nr. 5 des Général Commandant en Chef Français en Allemagne vom 4. September 1945 über die Kontrolle der deutschen Wirtschaft im französischen Besetzungsgebiet,

die Verfügung Nr. 57 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 14. 4. 1948 betreffend den Transport von industriellen Erzeugnissen und die Kontrolle ihrer Verteilung,

die Verfügung Nr. 67 des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation vom 29. Mai 1946 betreffend Verteilung von Industrierzeugnissen, abgeändert durch die Verfügung Nr. 86 vom 21. August 1946,

die Allgemeine Anordnung Nr. 1 vom 23. Juni 1947 über die Herstellung und Verteilung von industriellen Erzeugnissen, abgeändert durch die Allgemeine Anordnung Nr. 4 vom 13. Juli 1948,

die Allgemeine Anordnung Nr. 2 vom 25. November 1947 über die Kontrolle der Zuteilung von Industrierzeugnissen und über die Verwertung von Zuteilungsscheinen, ergänzt durch die Allgemeine Anordnung Nr. 3 vom 2. März 1948,

die Anordnung H 10 vom 25. März 1948 über die Regelung der Verteilung von Abfällen und Altmaterial, die zur Zuständigkeit der Abteilung Récupération de la Sous-Direction du Bois et des Industries Diverses gehören,

folgende

## ANORDNUNG :

Artikel 1. NE-Metalle und Eisenlegierungen als Rohmetall, Halbfabrikate, Abfälle und Altmaterial, deren Aufstellung im Anhang dieser Anordnung enthalten ist, werden von der Militärregierung des französischen Besetzungsgebietes laut Bestimmungen von Artikel 1 der obenerwähnten Allgemeinen Anordnung Nr. 1 bewirtschaftet.

Artikel 2. Jeder Inhaber von Beständen der im obenerwähnten Artikel 1 genannten Erzeugnisse hat hierüber eine Meldung an die zuständigen deutschen Stellen des betreffenden Landes, unter Berücksichtigung der durch die Anweisungen der Sous-Direction des Industries Lourdes (Abteilung NE-Metalle) erlassenen Bestimmungen abzugeben.

Unter die Meldepflicht fallen nur diejenigen Mengen, die im Anhang dieser Anordnung für jedes Erzeugnis genannte Mindestmenge übersteigen.

Artikel 3. Die im vorerwähnten Artikel 1 genannten Erzeugnisse werden unter die genannten Abnehmer verteilt und werden ihnen im Rahmen der ihnen durch die Zuteilungsanordnungen zuerkannten Ansprüche zugeteilt.

Artikel 4. Unter die Vorschriften der Allgemeinen Anordnung Nr. 1 fallen nicht: Kaul, Verkauf sowie Abgabe von Fabrikationsabfällen und Altmetallen.

Artikel 5. Außer im Falle besonderer Anordnung der Division de la Production Industrielle ist es verboten, bei einem Geschäftsabschluß über Fertigerzeugnisse, eine Abgabe von Rohmetall, Halbfertigfabrikaten, Abfällen oder Altmaterial zu verlangen.

Außer im Falle einer besonderen abweichenden Bestimmung kann dagegen die Abgabe von Edelmetallen (Platin, Gold, Silber und ihre Legierungen) bei allen Geschäften über Fertigerzeugnisse aus Edelmetallen (Platin, Gold, Silber und ihre Legierungen) verlangt werden.



ART. 6. — La présente Décision entrera en vigueur le jour de sa publication au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 28 Octobre 1948

Vu, Le Chef de la Division Production Industrielle,  
Le Sous-Directeur des Programmes, de la Répartition et du Rationnement, P. D., le Chef de la Section Métaux Non-Ferreux, A. ALLARD. ELCHARDUS.

## ANNEXE

## LISTE DES MÉTAUX NON FERREUX

Classe	Métal	Formule	Limite de déclaration en kgs
<b>1° — MÉTAUX LÉGERS —</b>			
301	Aluminium non allié	Al	200
310-a	Alliages d'aluminium laminable contenant plus de 25% de cuivre	Al-Cu-Mg	200
310-b	Alliages d'aluminium de fonderie contenant plus de 1% de cuivre	G-Al-Cu	200
300-a	Alliages d'aluminium laminable à l'exception des alliages de la classe 310-a, comme par exemple les alliages Al-Mg-Si, Al-Mn Al-Mg. Alliages-mères	Al-Leg.	200
300-b	Alliages d'aluminium de fonderie, exception des alliages des classes 310-b et 320	G-Al-Leg	200
320	Alliages d'aluminium de fonderie contenant plus de 7% de silicium	G-Al-Si	200
330	Magnésium et alliages de magnésium	Mg	0
<b>2° — SOUDURES —</b>			
343	Soudure à l'étain	Sn-Lot	10
344	Soudure au bismuth (jusqu'à 25% de bismuth)	Bi-Lot	0
346	Soudure au zinc	Zn-Lot	10
347	Brasure	Ms-Lot	10
348	Soudure pour aluminium	Al-Lot	10
<b>3° — MÉTAUX LOURDS —</b>			
350	Cuivre non allié et tous alliages de cuivre contenant au maximum 1% d'éléments d'addition à l'exception des métaux des classes 350 E, D, R.	Cu	50
350-E	Cuivre électrolytique (cathodes)	E-Cu	50
350-D	Cuivre en Wire-Bars	D-Cu	50
350-R	Cuivre raffiné	R-Cu	50
352	Bronze ordinaire (Rotguß)	Rg	50
355-W	Laiton ou tombak laminé	W-Ms	100
355-P	Laiton ou tombak filé ou étiré	P-Ms	100
355-G	Laiton ou tombak en lingots pour la fonderie	G-Ms	100
360	Bronze à l'étain (en dehors de ceux de la classe 355)	Sn-Bz	50
362	Cupro-Nickel et maillechort	Cu-Ni	50
364	Autres alliages de cuivre	Cu-Leg.	50
370	Plomb non allié et alliages de plomb (exception faite des alliages des classes 381, 383, et 343)	Pb	100
372	Plomb dur et métal pour caractères	Pb-Sb	100

Artikel 6. Diese Anordnung ist im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und tritt am Tage ihrer Veröffentlichung in Kraft.

BADEN-BADEN, den 28. Oktober 1948.

Gesehen: Der Chef de la Division Production Industrielle  
Le Sous-Directeur des Programmes, de la Répartition et du Rationnement, A. ALLARD. I. V. der Chef de la Section Metaux Non-Ferreux ELCHARDUS.

## ANHANG

## Liste der nicht eisenhaltigen Metalle.

Klasse	Metall	Chemische Formel	Mengen-grenze für die Anmeldung in kg
<b>1. Leichtmetalle</b>			
301	Aluminium, nicht legiert	Al	200
310-a	Walzbare Aluminiumlegierungen mit einem Gehalt von mehr als 25 Proz. Kupfer	Al-Cu-Mg	200
310-b	Gußaluminiumlegierungen mit mehr als 1 Proz. Kupfer	G-Al-Cu	200
300-a	Walzbare Aluminiumlegierungen, ausgenommen der unter 310-a angeführten Legierungen, wie z. B. die Legierungen Al-Mg, Si, Al-Mn Al-Mg.	Al-Leg.	200
300-b	Gußaluminiumlegierungen, ausgenommen die Legierungen der Klassen 310-b und 320	G-Al-Leg	200
320	Gußaluminiumlegierungen mit mehr als 7 Proz. Silicium	G-Al-Si	200
330	Magnesium und Magnesiumlegierungen	Mg	0
<b>2. Lote</b>			
343	Zinnlot	Sn-Lot	10
344	Wismuthlot (bis 25 Proz. Wismuthgehalt)	Bi-Lot	0
346	Zinklot	Zn-Lot	10
347	Hartlote	Ms-Lot	10
348	Aluminiumlot	Al-Lot	10
<b>3. Schwermetalle</b>			
350	Kupfer, nicht legiert und alle Kupferlegierungen mit mindestens 1 Proz. Beimischung, ausgenommen die Metalle der Klassen 350-e, d, r	Cu	50
350-E	Elektrolyt-Kupfer (Kathoden)	E-Cu	50
350-D	Kupfer in Wire-Bars	D-Cu	50
350-R	Raffinade-Kupfer	R-Cu	50
352	Rotguß	Rg	50
355-W	Messing oder Tombak, gewalzt	W-Ms	100
355-P	Messing oder Tombak, gezogen oder gepreßt	P-Ms	100
355-G	Messing oder Tombak in Barren für Gießzwecke	G-Ms	100
360	Bronze (ausgenommen die der Klasse 355)	Sn-Bz	50
362	Kupfer-Nickel und Neusilber	Cu-Ni	50
364	Andere Kupferlegierungen	Cu-Leg.	50
370	Blei, nicht legiert u. Bleilegierungen (ausgenommen die Legierungen der Klassen 381, 383 und 343)	Pb	100
372	Hartblei und Schriftmetall	Pb-Sb	100



Classe	Métal	Formule	Limite de déclaration en kgs	Klasse	Metall	Chemische Formel	Mengen-grenze für die Anmeldung in kg
374	Zinc fin	Fn-Zn	100	374	Feinzink	Fn-Zn	100
375	Zinc brut, zinc laminable, poussière de zinc	Zn	100	375	Rohzink, Walzzink und Zinkstaub	Zn	100
375-U	Zinc récupéré (Umschmelzzink et Remelted)	U-Zn	300	375-U	Umschmelzzink (Remelted)	U-Zn	300
375-H	Mattes de zinc (Hartzink)	H-Zn	300	375-H	Hartzink	H-Zn	300
376	Alliages de zinc contenant jusqu'à 4% de cuivre	Zn-Cu	200	376	Zinklegierungen bis zu 4 Proz. Kupfergehalt	Zn-Cu	200
377	Alliages de zinc contenant jusqu'à 4% d'aluminium	Zn-Al	200	377	Zinklegierungen bis zu 4 Proz. Aluminiumgehalt	Zn-Al	200
379	Alliages de zinc (exception faite de ceux des classes 376 et 377)	Zn-Leg.	200	379	Zinklegierungen (mit Ausnahme der Klassen 376 und 377)	Zn-Leg.	200
380	Étain non allié	Sn	5	380	Zinn, nicht legiert	Sn	5
381	Alliages plomb-étain (exception faite de ceux de la classe 343)	Pb-Sn	25	381	Blei- und Zinnlegierungen (ausgenommen diejenigen d. Klasse 343)	Pb-Sn	25
383	Alliages d'antifriction contenant de l'étain	WM-Leg.	25	383	Lagermetall mit Zinngehalt	WM-Leg.	25
385	Alliages d'étain (exception faite de ceux de la classe 383)	Sn-Leg.	25	385	Zinnlegierungen (ausgenommen die der Klasse 383)	Sn-Leg.	25
386	Antimoine non allié	Sb	0	386	Antimon, nicht legiert	Sb	0
387	Cadmium pur ou allié	Cd	0	387	Cadmium, rein oder legiert	Cd	0
388	Cobalt et alliages de cobalt	Co	0	388	Kobalt und Kobaltlegierungen	Co	0
389	Nickel et alliages de nickel	Ni	0	389	Nickel u. Nickellegierungen	Ni	0
392	Chrome et alliages de chrome	Cr	0	392	Chrom u. Chromlegierungen	Cr	0
394	Molybdène et alliages de Molybdène	Mo	0	394	Molybdaen und	Mo	0
398	Tungstène	W	0	398	Tungsten (Wolfram)	W	0
390	Mercure	Hg	0	390	Quecksilber	Hg	0
4° — MÉTAUX PRÉCIEUX —				4. Edelmetalle			
391	Argent et alliages d'argent	Ag.	0	391	Silber u. Silberlegierungen	Ag.	0
1320	Or et alliages d'Or	Au	0	1320	Gold und Goldlegierungen	Au	0
1330	Platine et alliages de platine	Pt	0	1330	Platin u. Platinlegierungen	Pt	0
1340	Palladium	Pd.	0	1340	Palladium	Pd.	0
1350	Rhodium	Rh.	0	1350	Rhodium	Rh.	0
1360	Ruthénium	Ru	0	1360	Ruthenium	Ru	0
1370	Iridium	Ir	0	1370	Iridium	Ir	0
1380	Osmium	Os	0	1380	Osmium	Os	0
5° — MÉTAUX SECONDAIRES —				5. Nebenmetalle			
001	Baryum	Ba	0	001	Barium	Ba	0
002	Bismuth et alliages de bismuth contenant plus de 25% de bismuth	Bi	0	002	Wismuth und Wismuthlegierungen mit mehr als 25 Proz. Wismuthgehalt	Bi	0
004	Manganèse affiné titrant plus de 96 %	Mn	0	004	Mangan, raffiniert, mit mehr als 96 Prozent	Mr	0
006	Glucinium (Béryllium)	Be	0	006	Beryllium	Be	0
008	Cérium	Ce	0	008	Cerium	Ce	0
013	Lithium	Li	0	013	Lithium	Li	0
017	Sélénium	Se	0	017	Selen	Se	0
018	Tantale	Ta	0	018	Tantal	Ta	0
020	Thallium	Tl	0	020	Thallium	Tl	0
021	Thorium	Th	0	021	Thorium	Th	0
022	Titane	Ti	0	022	Titan	Ti	0
023	Vanadium	V	0	023	Vanadium	V	0



Classe	Métal	Formule	Limite de déclaration en kgs
024	Zirconium	Zr	0
026	Silicium contenant moins de 1 % de fer	Si	0
	6° — FERROS-ALLIAGES —		2000
	NOTA. — les feuilles minces d'aluminium les toiles de bronze pour papeteries les faux traits pour passementeries les rouleaux gravés pour impression ne sont pas contingentés au titre du Gouvernement Militaire.		

Klasse	Metall	Chemische Formel	Mengen-grenze für die Anmeldung in kg
024	Zirconium	Zr	0
026	Silicium mit mehr als 1 Proz. Eisen	Si	0
	6. Eisenlegierungen		2000
	Bemerkung: Aluminiumfolien Metalltücher für Papiermaschinen Metallgespinste (Leonische Waren) Metalldruckzylinder für Druckereien werden nicht von der Militärregierung bewirtschaftet.		

## RECTIFICATIF

à l'Ordonnance No 177 en date du 29 Septembre 1948 sur les Tribunaux du Gouvernement Militaire en Allemagne. (Publiée au J. O. No 206 du 5 Octobre 1948, page 1689).

Article 42, alinéa 2.

Au lieu de:

..... ou qui, d'un titre .....

lire:

..... ou qui même muni d'un titre .....

## BERICHTIGUNG

der Verordnung Nr. 177 vom 29. September 1948 über die Gerichte der französischen Militärregierung in Deutschland (veröffentlicht im J. O. Nr. 206 vom 5. Oktober 1948, Seite 1689.)

Artikel 42, Absatz 2:

anstatt:

..... ohne im Besitze einer Anweisung zu sein .....

muß es heißen:

..... oder der sie sogar auf Grund einer Anweisung .....

## Nos Publications

Nous pouvons livrer à nos abonnés les publications suivantes:

Recueil des Textes Législatifs publiés par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié en vigueur le 1er Septembre 1945 dans la Zone Française d'Occupation en Allemagne DM. 2.—

Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne nos. 51 à 75 relié au prix de DM. 10.—

Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne nos. 76 à 100 relié au prix de DM. 10.—

Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne nos. 101 à 125 relié au prix de DM. 10.—

Code de la route allemand avec supplément de 8 pages en couleurs à DM. 0.60 l'exemplaire.

Le Conseil d'État, Sauvegarde de la Démocratie par Marcel Martin, Maître des Requêtes au Conseil d'État, brochure de 32 pages en français et en allemand à DM. 1.—

Recueil Officiel des textes relatifs à la fabrication et à la répartition des produits industriels DM. 20.—

Première mise à jour de ce volume DM 10.—

Manuel du Contrôle des Biens, publié sous la Direction du Service du Contrôle des Biens à Baden-Baden. Volume de 400 pages en langues française et allemande, au prix de DM. 20.—

L'Administration Internationale de l'Allemagne du 8 Mai 1945 au 24 Avril 1947, par Michel VIRALLY, Docteur en Droit, Adjoint au Directeur des Services Juridiques et de Législation. Un fort volume de 200 pages, en langue française au prix de DM. 10.—

La Réforme Judiciaire en Zone Française d'Occupation. Brochure de 64 pages en français et en allemand, au prix de DM 1.50.

En vente à nos bureaux 65, Lichtenthalerstraße à Baden-Baden et livrable dans la zone française, anglaise et américaine Pour la Sarre et l'étranger paiement en francs ou devises.

Remises aux libraires et grossistes par quantités.

## Unsere Veröffentlichungen

Wir können unseren Beziehern folgende Veröffentlichungen liefern:

Sammlung der von u. unter dem alliierten Oberkommando veröffentlichten und am 1. September 1945 in Kraft gewesenen Gesetzestexte, DM 2.—

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland Nr. 51—75, gebunden, zum Preise v. DM 10.—

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland Nr. 76—100, gebunden; zum Preise v. DM 10.—

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland Nr. 101—125, gebunden, zum Preise v. DM 10.—

Deutsche Straßenverkehrsordnung mit 8 Seiten farbiger Beilage zu DM 0,60 je Stück.

Der französische Staatsrat, Hüter der Demokratie, von Marcel Martin, Maître des requetes im französischen Staatsrat, Broschüre mit 32 Seiten, deutsch und französisch, zu DM 1.—

Amtliche Sammlung der Texte über die Herstellung und Zuteilung industrieller Erzeugnisse, DM 20.—

Erste Ergänzungslieferung zu diesem Band, DM 10.—

Handbuch der Vermögenskontrolle, veröffentlicht unter der Leitung der Dienststelle für Vermögenskontrolle in Baden-Baden. Ausgabe 400 Seiten stark, in französischer und deutscher Sprache. DM 20.—

Die internationale Verwaltung Deutschlands vom 8. Mai 1945 bis zum 24. April 1947, von Dr. jur. Michel Virally, Adjoint au Directeur des Services Juridiques et de Législation. Ein starker Band von 200 Seiten, in französischer Sprache. DM 10.—

Die Justizreform im französischen Besetzungsgebiet. Broschüre mit 64 Seiten, deutsch und französisch, zu DM 1,50.

Der Verkauf erfolgt in unserer Geschäftsstelle in Baden-Baden, Lichtenthaler Straße 65. Lieferbar nach der französischen, englischen und amerikanischen Zone. Für das Saarland und Ausland Zahlung in Franken oder Devisen. Für Buchhändler und Grossisten Mengennachlässe.



Demandez notre livre :

## Documents internationaux pour la préparation de la Paix.

Contenant tous les textes pris par les Nations Alliées  
de 1941 à 1945.

160 pages, en français et en allemand. Prix DM 2,—.

En vente dans nos bureaux et dans tous nos dépôts.

Verlangen Sie unser Buch

## Internationale Dokumente zur Vor- bereitung des Friedens,

enthaltend alle von den Vereinten Nationen in den  
Jahren 1941 bis 1945 erlassenen Bestimmungen.

160 Seiten, französisch und deutsch, Preis 2,— DM  
Verkauf in unseren Geschäftsstellen und allen  
unseren Niederlagen.

## NOS DÉPÔTS

### Unsere Verkaufsstellen

Le „Journal Officiel“ du Commandement en Chef Français  
en Allemagne et ses Publications Annexes sont en vente  
dans les dépôts suivants :

#### BADE (Z. F. O.)

Freiburg :	Buchhandlung Herder, Kaiser-Joseph-Str. 243
Baden-Baden :	Buchhandlung A. Brodesser, Leopoldsplatz
Donaueschingen :	Otto Mory's Hofbuchhandlung, Karlstraße
Emmendingen :	Buchhandlung Otto Blum, Lammstraße 14
Konstanz :	Buchverkaufsstelle Rud. Mauch, Bahnhof- platz 1a
Lahr :	Buchhandlung Erich Focken, Marktstraße 37
Lörrach :	Buchhandlung Wilhelm Maurath, Basler Straße 174
Müllheim :	Buchhandlung Aug. Schmidt, Werderstr. 31
Neustadt i. Schwarzw. :	Buchhandlung Otto Spiegelhalter, Adlerstr. 2
Offenburg :	Buchhandlung Johannes Trube, Hauptstr. 71
Rastatt :	Buchhandlung H. Kronenwerth, Kaiserstr. 13
Säckingen :	Buchhandlung Otto Dontenwill
Stockach :	Buchhandlung Engelbert Steinhart
Überlingen :	Bücherstube Erich Benz, Hofstatt 4
Villingen :	Werbezentrale Emil Walther, Niedere Str. 42
Waldshut :	Buchhandlung Friedrich Schlatter, Kaiserstraße 49
Wolfach :	Buchhandlung August Sandfuchs, Vorstadtstraße

#### WURTEMBERG (Z. F. O.)

Tübingen :	Osiandersche Buchhandlung
Biberach a. d. Riß :	Buchhandlung Bopp u. Haller (P. G. Lautenschläger)
Calw :	Buchhandlung Kirchherr
Ehingen :	Buchhandlung Karl Koenig, Hauptstraße 66
Freudenstadt- Christophstal :	Buchhandlung Oskar Kaupert, Talstraße 24a
Friedrichshafen :	Buchhandlung Robert Gebler, K. G., Riedleparkstraße 1.
Hechingen :	Buchhandlung G. Barthol. Strobel
Lindau a. B. :	Rathaus-Buchhandlung Gebr. Thorbecke G. m. b. H., Hauptstraße
Münsingen :	Buchhandlung Friedrich Pflüger, Marktplatz
Ravensburg :	Dorn'sche Buchhandlung, Marienplatz.
Reutlingen :	Buchhandlung Witsch, Wilhelmstraße 77
Saulgau :	Buchhandels-Gesellschaft m. b. H., F. X. Rau
Schwenningen :	Buchhandlung Martin Jauch, Jakob-Kiezler- Straße 11
Sigmaringen :	Buchhandlung Carl Liehner, Leopoldsplatz
Tuttlingen :	Buchhandlung Holzwarth, Bahnhofstr. 20
Wangen im Allgäu :	Buchhandlung Carl Ritter, vorm. Hugo Willimsky, Martinstorplatz 4

#### SARRE

Saarbrücken :	Buchhandlung Bock & Seip, Bahnhofstr. 98
---------------	--